

1999
L'ANNEE DU CENTENAIRE
DE LA NAISSANCE
DE
JEAN MOULIN

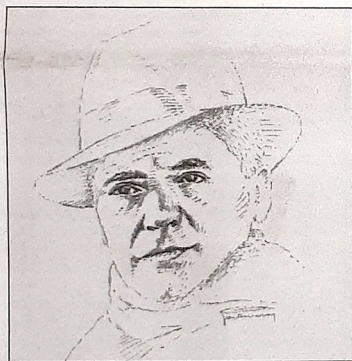
LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1097 - FEVRIER 1999



REMISE DES PRIX AUX LAURÉATS DU CONCOURS DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION. SUR CETTE PHOTO, ON RECONNAÎT AGNÈS FAURE, DU LYCÉE SAINT-PAUL, DE SAINT-ETIENNE, ENTRE ALBERT ORIOL, VICE-PRÉSIDENT DE L'ANACR ET LOUIS BLÉSY, COMPAGNON DE LA LIBÉRATION ET MEMBRE DU BUREAU NATIONAL, NADIA FAURE, DU COLLÈGE JULES-VALLÈS, DU PUY-EN-VELAY, ENTRE JEAN THOUVENIN, VICE-PRÉSIDENT DE L'ANACR ET MÉLA VOLLE, AINSI QUE MM. BONNET ET QUILLON, PROFESSEURS D'HISTOIRE.



JEAN MOULIN

Fondateur et premier président du Conseil National de la Résistance.

L'ANACR - qui est intervenue, jusqu'à ce jour sans succès, auprès de la Direction de la Poste pour que soit édité un timbre-poste à son effigie - lui a consacré son timbre annuel de Solidarité.

Résistants et « Amis de la Résistance » seront partout au premier rang pour qu'un hommage national lui soit rendu à l'occasion du centenaire de sa naissance.



LE CONGRÈS DE CHAMBÉRY A MARQUÉ UN PAS EN AVANT SIGNIFICATIF DANS LA STRUCTURATION DES « AMIS DE LA RÉSISTANCE (ANACR) » : CI-DESSUS, QUELQUES-UNS DES 28 « AMIS » (CONTRE 17 PRÉCÉDEMMENT) ÉLUS MEMBRES ASSOCIÉS DU CONSEIL NATIONAL DE L'ANACR, APRÈS QU'ILS VIENNENT DE DÉSIGNER LES 11 D'ENTRE EUX QU'ILS PROPOSENT AU CONGRÈS D'ÉLIRE MEMBRES ASSOCIÉS DU BUREAU NATIONAL. « AMIS » ASSOCIÉS AU CONSEIL NATIONAL ET AU BUREAU NATIONAL QUI FORMENT, PAR LEURS RÉUNIONS SPÉCIFIQUES, LES DEUX INSTANCES DE LA DIRECTION NATIONALE DES « AMIS » CORRESPONDANT À CELLES DE L'ANACR.

CITOYENNETÉ, RÉSISTANCE, 27 MAI

Dès qu'il fut informé que Jean Moulin avait recueilli l'accord de tous les mouvements, syndicats et partis résistants, pour se constituer en Conseil National, le Général de Gaulle salua d'un message cet "événement capital".

Il existait dès lors une seule France Combattante: "L'unité des buts et des sentiments établis depuis longtemps entre la masse de la Nation qui lutte sur son territoire et ceux de ses fils qui combattent au dehors se traduit désormais par l'unité dans l'action... Tout ce qui est dispersion, action isolée, alliance particulière, dans n'importe quel domaine où se déroule la lutte totale, compromet à la fois la puissance des coups portés à l'ennemi par la France et sa cohésion nationale.

C'est pourquoi il est essentiel que la Résistance sur le territoire national forme un tout cohérent, organisé, concentré...

Capital, écrivait-il, car le C.N.R. sera pour le Comité Français de Libération Nationale, "l'instrument indispensable pour exercer ses devoirs à l'intérieur et l'aider à faire valoir sans délai, vis-à-vis des puissances étrangères, les droits et les intérêts de la France".

Le Conseil National de la Résistance tint son assemblée constitutive à Paris le 27 mai 1943 et il en fut ainsi.

L'artisan essentiel de sa formation, Jean Moulin, fut tout naturellement porté à la présidence.

Le 27 mai donna donc à l'unanimité de la Résistance, jusqu'alors dispersée, sa place dans la marche à la Victoire. L'Histoire serait gravement mutilée si elle passait sous silence une telle date et ses conséquences.

Le récent congrès national de l'A.N.A.C.R. a salué avec grand espoir le discours prononcé le 10 décembre 1997 par Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, qui annonça l'établissement à tous les échelons "d'une instruction civique, d'une éducation à la citoyenneté..." incluant "une demi-journée consacrée à des débats sur le thème de la Résistance, de la Déportation, de la solidarité entre les générations". Une circulaire ultérieure, très remarquée par le Bureau de l'A.N.A.C.R., ajouta, quant aux "initiatives citoyennes": "Une journée finale sera organisée en mai 1999, à une date choisie par les académies".

En mai. Pourquoi pas le 27? (Ou au plus proche si le jour n'est pas scolaire). Plusieurs académies en ont déjà décidé ainsi. M. Le Secrétaire d'Etat J.P. Masseret, éclairé sur le mobile essentiel de notre vœu, envisage d'en entretenir Mme la Ministre. Ainsi est ouverte la possibilité que le 27 mai devienne Journée Nationale de la Résistance, les nôtres marquant la date selon leurs traditions avec alors les pouvoirs publics, mais surtout la Résistance entrant dans tous les établissements d'enseignement.

Nos démarches auprès des académies, notre participation - demandée par Mme Royal - aux débats scolaires peuvent aboutir au plan national à la décision souhaitée. Ce sera là un excellent jour - chargé d'avenir - pour la France.

A.N.A.C.R.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les "Amis de la Résistance (ANACR)".
- P. 3 : L'ANACR. rencontre M. Jean-Pierre Masseret.
- P. 4 et 5 : Front National : le vrai contre le faux. Déportation et cheminots.
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Les dates du débarquement. Les livres.

DORDOGNE:

«AUX GENERATIONS DU XXI^e SIECLE»

Le temps qui passe ne joue pas en notre faveur, et il est urgent que les "Amis de la Résistance (ANACR)" transforment leur volonté de défendre les valeurs de la Résistance, de reprendre le combat qu'ont mené et que mènent encore les résistants pour les valeurs démocratiques et patriotiques, leur désir de transmettre aux générations du XXI^e siècle l'esprit de la Résistance, en actions concrètes. Pour les "Amis" de la Dordogne qui veulent faire œuvre de mémoire. Le plus urgent de tous est semble-t-il de :

- recueillir les témoignages et souvenirs des "anciens", afin de conserver une trace écrite de ces faits locaux, de ces missions diverses (dissimulation d'armes, de matériel mais aussi de personnes recherchées par les différentes polices allemande et vichyste...), c'est-à-dire de toutes ces actions formant le tissu de la Résistance française et plus spécifiquement de la Résistance périgourdine. L'audiothèque, la vidéothèque ainsi constituées, entreront dans le fond du futur musée.
- collecter souvenirs et documents afin d'organiser des expositions, des débats ou de préparer l'édition d'ouvrages ou de recueils destinés en priorité aux jeunes dont certains paraissent aujourd'hui privés de repères, guettés par la violence et toutes les dérives de l'existence mais également aux autres couches de notre société. (...)

Jean-Paul Bedoin

ARRAS:

DES PROJETS...

Créé le 24 janvier 1998, le Comité local d'Arras et environs des "Amis de la Résistance (ANACR)" a tenu son assemblée générale le 5 décembre dernier dans la capitale picarde, sous la présidence de Bernard Belgeule, président du comité, et en présence d'une délégation du comité départemental de l'ANACR. Le secrétaire, Michel Duval, a présenté un rapport d'activité, dont nous publions de larges extraits.

Notre présence a été effective dans toutes les manifestations organisées par nos aînés de la Résistance. Notamment à Lens au pont Césaire, à Avion, à Boulonnien bien entendu au Mémorial des Fusillés à Arras. Nous étions présents au congrès départemental de l'ANACR à Souchez et depuis, nous participons aux réunions du comité départemental (...).

"Le procès Papon, les élections régionales qui ont vu l'insertion du Front National, parti xénophobe et raciste, mais aussi apologiste de Pétain quand ce n'est pas des Waffen SS, soulignent à quel point ce qui nous rassemble aujourd'hui n'est pas seulement l'hommage aux Résistants et à leur combat. Ces événements mettent en évidence la nécessité de nous engager activement dans l'action dans les conditions de notre époque qui voit resurgir les idéologies criminelles qui ont fait le malheur des peuples il y a plus de cinquante ans. C'est une donnée qui doit être permanente dans notre réflexion (...). Cela nous confère des responsabilités et des tâches plus importantes pour répondre aux attentes de celles et ceux qui nous rejoignent. (...).

"S'adressant aux scolaires, les concours nationaux sur la Résistance contribuent à sensibiliser la jeunesse. A cet égard, bien que l'histoire de la Résistance ne figure pas dans les programmes scolaires, il est heureux de constater que les enseignants prennent une large part à l'information. Mais, est-ce suffisant? Ne doit-on pas, aujourd'hui, intervenir dans les comités d'entreprises, dans les mouvements de jeunesse, dans les associations culturelles mais aussi et, si j'ose dire, surtout, dans les clubs de retraités?"

"Sur la Résistance, nous pouvons organiser des assemblées, des débats, des expositions et pourquoi pas des déplacements sur les hauts lieux de la Résistance. Localement, la ville d'Arras est jumelée avec la ville de Herten en Allemagne. Or, à Herten, il existe une association de résistants antifascistes allemands. Ce groupement était d'ailleurs représenté le 27 septembre dans les fossés de la Citadelle. Nous pourrions, dans le cadre de ce jumelage, engager des rencontres et des échanges sur la Résistance dans nos deux pays. (...).

"Parmi les projets d'activité retenus par l'assemblée générale, rencontrer les figures de la Résistance du secteur d'Arras, et recueillir leur témoignage sur vidéo cassette pour les générations à venir, proposer aux lauréats du concours de l'ANACR l'adhésion aux "Amis de la Résistance", intervenir auprès des collectivités locales pour ériger des stèles ou donner des noms de résistants locaux aux établissements publics".

CONGRÈS DE CHAMBERY:

REFLEXIONS D'UN RESISTANT



Plus de 200 personnes, «Amis», pour l'essentiel, mais aussi Résistants, ont participé durant la matinée du 24 octobre aux travaux de la «Commission des Amis et des affaires intérieures».

Lorsque je fus amené à ouvrir les travaux de la Commission du Congrès sur les "Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)", je ne pus évidemment m'empêcher de penser que ces Amis, comme leurs mandants, sont motivés par les premiers mots que nous adressa la veille M. Jean-Pierre Masseret: "Si j'ai la chance de vivre dans une démocratie pluraliste, dans un pays de liberté, c'est parce que vous avez eu, les uns, les uns et les autres, des engagements dans un moment extraordinairement difficile: vous avez résisté..." De penser aussi au congrès de Sallanches, en 1970, où fut lancée l'idée de grouper auprès de l'association de plus jeunes que nous intéressés par la Résistance, sa connaissance et ses idéaux. La marche fut lente, car il fallut faire connaître l'initiative et aussi convaincre les comités de l'A.N.A.C.R., alors en pleine expansion, de la nécessité de préparer la transmission de la mémoire, car nous ne serons pas toujours là pour le faire. Or, à Chambéry, nous fûmes plus de 200 - en nette majorité des Amis - à débattre en cette commission.

Comme toutes les autres, elle fut très vivante, les interventions nombreuses, brèves, pertinentes. Le rappel de quelques dispositions statutaires prises depuis le congrès de Perpignan, en 1990, et sur son mandat par le Bureau National, permit de vérifier un accord profond.

Accord des résistants pour rassembler des Amis autour d'eux (les réticences de quelques comités - d'ailleurs non représentés en cette séance - disparaissent peu à peu, en raison des résultats fructueux obtenus par les comités soucieux que "l'esprit" de la Résistance vive chez les nouvelles générations.

Accord pour considérer que la jeunesse mérite notre confiance. Nous avons connu l'époque où la presse de Pétain tentait de persuader les Français que c'est la jeunesse qui était coupable de la débâcle de 1940. Or, la première manifestation publique de la Résistance fut celle des étudiants à l'Arc-de-Triomphe, le 11 novembre de leurs pères, et bientôt la moyenne d'âge des maquis allait se révéler bien plus proche de vingt ans que celle des politiciens et chefs militaires qui avaient préparé ou laissé arriver juin 1940.

Accord profond des Amis sur notre programme de base: celui du C.N.R. Il fut expliqué - pas seulement par des résistants - que l'A.N.A.C.R., pluraliste, n'est pas une formation politique, qu'il lui appartient de faire connaître les principes qui unissent la Résistance et une énorme majorité des Français, mais que c'est à chacun des siens, résistante ou Ami, de les faire comprendre et fructifier dans sa famille de pensée.

La fierté des représentants de groupes ayant déjà organisé débats, expositions, conférences, cérémonies, pèlerinages, bulletins d'information... fut un efficace appel à l'émulation qui doit préparer l'ensemble des groupes à prendre la suite de l'A.N.A.C.R., dont ils sont déjà partie statutairement prenante, associés à tous ses échelons.

Le débat fut conclu par la rédaction, confiée à un groupe d'Amis, d'une résolution dont le beau titre dit tout: "Pour que le passé fertilise l'avenir".

Et c'est en fin de compte le président de séance qui fut récompensé, comme toute la direction, par cette assemblée studieuse et porteuse d'avenir.

Charles Fournier-Bocquet

DROME:

LES "AMIS" SE RESTRUCTURENT

La 3^e Assemblée générale des "Amis de la Résistance (ANACR)" de la Drôme s'est réunie à Montélimar le 30 janvier dernier pour une assemblée extraordinaire visant à adopter des nouveaux statuts qui font entrer dans les faits le développement de l'association départementale partie en 1997 du groupe de Montélimar. Les intérêts et avantages de la nouvelle structure départementale ont été dessinés. A commencer par l'échange d'expérience par l'amitié et la solidarité renforcée. Le deuxième point est la possibilité désormais de "conférer vis à vis des élus départementaux une personnalité morale aux "Amis de la Résistance", une existence juridique et reconnaissance morale matérialisée par une subvention de fonctionnement obtenue depuis 1998".

La nouvelle association aura bien entendu pour vocation de susciter d'autres comités dans le département, afin de créer à terme des manifestations plus ambitieuses et de promouvoir "l'esprit de résistance".

Actuellement, quatre comités existent. Celui de Montélimar, avec 70 membres, est le plus ancien (1992) et le moteur. Le comité de Romans, créé en 1993, compte une vingtaine d'adhérents. On recense une quarantaine d'adhésions pour le comité Drôme-Provence-Haut Comtat qui organise un camp le 15 août autour de

la stèle des maquis de la Lance, érigée en 1993. Le groupe le plus récent, le comité de la Plaine de Valence, a été déclaré le 26 mai 1998, et compte une vingtaine d'adhérents. D'autres amis existent mais ne sont pas tous constitués en comités, c'est le cas en Drôme Nord où on s'achemine vers la création d'un cinquième comité.

La structure départementale s'est donnée quelques objectifs: aller vers les lycées, pour des actions de sensibilisation qui seront le grain de blé porteur de la moisson de demain". On pense aussi à apporter une contribution dans la situation présente, et notamment en ce qui concerne la flambée de violence constatée dans la jeunesse. Le premier apport serait dans la réflexion, en rappelant "les dangers d'une société privée de repères et de modèles, hantée par les difficultés de l'emploi, une société où l'argent prend le pas sur l'humain". Ne pas désespérer, c'est aussi "s'appuyer sur les valeurs qui permettent d'espérer, celles là mêmes pour lesquelles ont combattu les Résistants".

Le prochain rendez-vous des "Amis de la Résistance (ANACR)" est fixé au 31 mars à l'espace Mistral de Montélimar, où ils organiseront une soirée-débat avec Marie-Jo Chombard de Lauwe et Pierre Sudreau.

SAONE-ET-LOIRE:

«AUX CÔTÉS DE LEURS AÎNÉS»

La Résistance fut l'honneur de la France. Ouil... et bien qu'il y ait plus d'un demi-siècle, il faut le redire, la Résistance c'est vouloir vivre libre dans un pays libre, c'est en 1940, chasser l'envahisseur et ses serviteurs (...). Pour chaque résistant, c'est le respect de l'autre, de ses convictions politiques, religieuses, philosophiques, c'est de n'avoir pour cible que l'occupant et son idéologie raciste, fasciste, c'est de rétablir la démocratie, la République c'est répondre à l'appel du Général De Gaulle, c'est constituer le Conseil national de la Résistance autour de Jean Moulin et appliquer son programme.

C'est aujourd'hui pour ces femmes et ces hommes acteurs dans cette période, et pour les générations d'après guerre avec les "Amis de la Résistance (ANACR)", vouloir défendre toutes ces valeurs. Unis ils étaient unis, ils restent dans les associations nationales et internationales: pour combattre le Front National et son idéologie raciste, fasciste, xénophobe, pour ne pas laisser le vieux démon ressurgir, pour faire respecter la mémoire de ces femmes et de ces hommes qui ont rétabli la République, pour exiger que l'ONU reste ou revienne l'organisation du maintien de la paix et de la liberté pour tous les peuples.

Les "Amis de la Résistance (ANACR)" aux côtés de leurs aînés, s'engagent à défendre les idéaux de la Résistance dans un contexte certes différent mais fragile. Unis, nous lutterons ensemble contre la même idéologie qui envahit petit à petit le territoire et les instances représentatives nationales (Conseil d'Administration dans les établissements publics) (...).

Nous devons alors multiplier les contacts et les moyens d'information en direction des écoles, des maisons de la culture ou des maisons de la vie citoyenne, des mouvements de jeunes, avec les expositions, les interventions de témoins de cette période, les historiens. Un groupe "d'Amis" a rédigé un document à usage pédagogique qui sera distribué cette fin d'année dans tous les établissements scolaires du département. Pour permettre aux jeunes collégiens, lycéens d'approfondir leurs connaissances, nous leur proposons de les aider à participer au Concours National de la Résistance et de la Déportation, en lien bien entendu avec leurs professeurs (des rencontres ont eu lieu ou sont programmées ces prochaines semaines). Nous ne redirons jamais assez l'importance d'un engagement de chacun dans une organisation qui défend les valeurs humaines et l'épanouissement de l'homme. Aussi, les "Amis de la Résistance (ANACR)", conscients des difficultés rencontrées pour faire reculer les risques d'une main mise sur les leviers de commandes par "des politiques" peu scrupuleux, avides du pouvoir, pouvant même renier leur famille politique, se doivent dans le respect de leur engagement d'analyser la situation politique, déjà avec les Résistants ANACR, puis avec d'autres organisations démocratiques.

Pour pérenniser le souvenir de la Résistance, ils exigent la journée de la Résistance le 27 mai, jour non chômé, mais journée d'information sur cette période dans les écoles (...).

Andrée Commerçon,
présidente des "Amis" de l'ANACR
Comité de Lugny

PYRENEES-ATLANTIQUES:

NAISSANCE D'UN NOUVEAU COMITE

L'Association des "Amis de la Résistance (ANACR)", Comité du B.A.B., Côte et Pays Basque, (Maison Pour Tous, 64600 Anglet) vient d'être créée.

Officialisée lors d'une conférence de presse le 9 décembre 1998 à la "Maison Pour Tous", l'Association des Amis comprend à ce jour un bureau de sept membres sur 15 cartes reprises ou placées à ce jour.

UNE DELEGATION DE L'ANACR RECUE PAR M. JEAN-PIERRE MASSERET

Lors de son intervention au congrès national de l'ANACR à Chambéry, M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, avait déclaré notamment : " Je suis tout-à-fait disposé à accueillir une délégation au Ministère, pour qu'ensemble nous puissions mettre en cas échéant un dispositif en place qui nous permette d'attribuer la Carte de CVR à toute personne qui la mérite..."

Tenant compte de cette déclaration, et surtout de l'urgence de régler certaines questions importantes, les présidents de notre association avaient demandé, quelques jours après le congrès, à être reçus au Secrétariat d'Etat. Répondant positivement, M. Masseret avait fixé l'audience au jeudi 28 janvier. La délégation de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance était composée du président Robert Chambeiron, qui la conduisait, du secrétaire général Charles Fournier-Bocquet et de Jacques Weiller, secrétaire du Bureau National. M. Jean-Pierre Masseret était entouré de M. Jean-Marc Todeschini, chef du Cabinet et de M. André Delvaux, conseiller technique chargé de la législation.

Robert Chambeiron, après avoir remercié le Secrétaire d'Etat de sa participation au congrès de Chambéry et de recevoir une délégation de l'ANACR, exposa les deux questions essentielles qui devaient faire l'objet des entretiens :

1) La reconnaissance des services accomplis dans la Résistance.

2) Notre proposition d'une journée nationale de la Résistance que nous souhaitons voir instaurée le 27 mai de chaque année.

Il souligna que les comités départementaux de l'ANACR ont été sensibles aux paroles du ministre au congrès de Chambéry, mais surtout qu'ils souhaitent vivement que ces paroles soient concrétisées par des actes qui mettent fin aux injustices dont sont encore victimes trop de résistants.

Pour une juste reconnaissance des services

C'est Charles Fournier-Bocquet qui exposa la position de notre association concernant la reconnaissance des services, à savoir que nous ne souhaitons en aucune façon que l'examen des demandes de titres, et plus particulièrement celui de CVR soit effectué avec laxisme, mais que tout simplement nous demandons le retour aux conditions en vigueur au 1er juin 1976, conditions qui ont été annulées par le Conseil d'Etat pour des raisons de forme et non de fond.

L'ANACR se prononce sans aucune ambiguïté pour la procédure habituelle, à savoir commissions départementales, commission nationale et, en cas de rejet, recours gracieux, et éventuellement saisine du tribunal administratif, voire du Conseil d'Etat.

Ce que l'ANACR n'admet pas -sa position est d'ailleurs soutenue par l'UFAC- c'est l'exigence pour les attestations que les services des témoins soient homologués par l'autorité militaire, ce qui crée une discrimination entre titulaires de la carte CVR et une forclusion de fait, en premier lieu pour les ressortissants de la RIF (Résistance Intérieure Française).

Jacques Weiller évoqua quelques exemples concrets et souligna que les responsables de l'ANACR ne défendent que les dossiers dont ils ont la conviction qu'il s'agit de résistants incontestables, ce qui exclut nombre de cas douteux.

M. Masseret ayant évoqué le nouveau dispositif dont il a pris l'initiative pour qu'un certain nombre de demandes soient ré-examinées; les membres de la délégation de notre association en ont démontré les faiblesses et les insuffisances.

En conclusion, M. Jean-Pierre Masseret a déclaré qu'il allait réunir une table ronde réunissant les responsables des associations spécifiques de la Résistance en souhaitant un accord général. Mais il a dit très nettement que s'il n'y avait pas d'unanimité, il prendrait ses responsabilités pour mettre fin à une situation dont il semble avoir pris conscience qu'elle conduit à des injustices flagrantes.

Pour une Journée Nationale de la Résistance

L'autre objet essentiel de l'entretien porta sur la proposition de notre association d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, ni fériée, ni chômée, mais dirigée en premier lieu vers la jeunesse scolaire.

Notre délégation ayant informé le ministre de notre demande d'audience formulée auprès de Mme Ségolène Royal, ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, M. Jean-Pierre Masseret fit part d'un certain nombre d'obstacles mais assura la délégation de cette affaire avec Mme Ségolène Royal.

L'audience, qui dura près d'une heure

et demie, se déroula dans un climat de courtoisie et elle peut nous laisser entrevoir l'espoir de résultats concrets.

Cependant, en raison de la nécessité de mettre fin à une situation, dont M. le Secrétaire d'Etat lui-même a conscience qu'elle n'est pas satisfaisante et de l'urgence des questions abordées, notre vigilance ne doit pas se relâcher.

Nous continuerons donc à intervenir auprès des Pouvoirs Publics en expliquant clairement nos positions motivées par notre volonté de justice et d'équité et aussi dans notre souci de transmission de la mémoire.

AVIS DE RECHERCHE

Recherche M. Pierre Chastaign, agent de renseignements de la France libre, avec qui j'avais convoyé des pains de dynamite, en drivant un canoë-kayak de Nogent-sur-Marne, jusqu'à une petite plage de Bry-sur-Marne, sous le pont SNCF, en 1943, dont une arche a sauté quelques jours après, ceci précédé et suivi de différentes missions. Toutes les personnes ayant participé à cette opération, sont priées de me contacter (y compris M. André Schneider).

Ecrire au journal qui transmettra.

Faisant partie en avril 1942 du 43e RIC, je refusais de signer le serment de fidélité à Pétain. J'aimerais retrouver ceux qui se rappellent de cet événement qui bouleversa le régiment stationné à Bizerte.

Ecrire à Robert Lagardère, 48 avenue de Saint-Médard, 33700 Mérignac.

André Clair, sous-lieutenant FTF, Cie 2397, 32e B, recherche camarades ayant connu Charles Lapergue avec qui ils auraient distribué des tracts de février 1941 à décembre 1942 sur les communes de Saint-Germain-en-Laye, Le Pecq, le Vésinet, Chatou, Croissy, Bougival, Poissy (usines Simca). Ecrire à André Clair, 242 avenue V. Hugo - 46400 Saint-Céré.

Pour les besoins de la confection d'un CD-Rom sur la Résistance en Ardèche, nous sommes à la recherche de l'identité du " commandant Maxime ", qui fut commissaire aux effectifs des FTP de l'Ardèche pendant la période insurrectionnelle, du 18 juin au 20 août 1944 (probablement originaire du Puy-de-Dôme).

Ecrire à Raoul Goulatoud, Mas des Adres, 07150 Vallon-Pont-d'Arc.

Petite-fille du colonel Maurice Rémondière, décédé lorsque je n'avais que 8 ans, je souhaiterais rentrer en contact avec un de ses camarades de combat qui pourrait me parler de lui.

Ecrire à Alice Bergogne, " Maison d'Education de la Légion d'Honneur ", Les Loges, B.P. 8219, 78108 Saint-Germain-en-Laye Cedex.

Nous recherchons tous renseignements, si minimes soient-ils, afin de " déterminer la participation des Azerbaïdjanais -venus d'une des Républiques de l'ex-URSS- à la Résistance française et aux combats pour la libération de la France. Cette démarche a été initiée par M. l'Ambassadeur de France à Bakou suite à l'intervention du Ministère des Anciens Combattants de l'Azerbaïdjan "

Faits prisonniers sur le Front de l'Est par les Allemands, ils sont internés à Barabinka près de Lvov ou en Pologne, pour certains transférés au camp du Struthoff et ensuite à Rodetz (Aveyron), Caserne Burlou, enchaînés la nuit, contraints au travail sur la voie ferrée et où des terrassements le jour. Evadés, beaucoup d'Azerbaïdjanais -que nous appelons des Russes- ont rejoint la Résistance, notamment dans les secteurs des environs d'Albi, Bordeaux, Châteauroux, Dijon, Limoges, Rodez etc. Ecrire ou téléphoner à M. René Chambard, 82130 Villamedard, tél.: 05.63.03.19.92.

DES RESISTANTS REMARQUABLES NON ENCORE RECONNUS

Il est de bon ton dans une certaine presse et dans certains milieux de proclamer: " Tant et tant d'années après l'Occupation et la Libération de la France, les vrais résistants ont tous été reconnus; ceux qui demandent aujourd'hui, beaucoup trop longtemps après les faits, la reconnaissance de leurs services sont des affabulateurs, leurs dossiers sont vides, la forclusion quelle qu'en soit sa nature - officielle ou de fait - est indispensable si l'on ne veut pas que les titres de résistance, en premier lieu celui de CVR, soient dévalués "

A ces affirmations, nous opposons en toute sérénité des exemples édifiants qui ne souffrent pas de contestation.

Deux exemples récents

Ainsi, Mme C.P. fut une jeune résistante (elle est née en 1924) qui a mené une activité clandestine alors qu'elle était encore lycéenne. Elle a côtoyé des camarades de la Résistance dont certains ont été tués au combat et d'autres sont aujourd'hui connus bien au-delà des rangs des combattants de l'ombre. Pendant les combats de la libération, elle avait tout juste 20 ans. Par trois fois, elle a échappé à la mort. Le courage dont elle a fait preuve lui a valu une citation à l'Ordre de la Division comportant l'attribution de la Croix de guerre avec étoile d'argent délivrée par le général Koernig. En voici le texte:

" ... Agent du service de liaison de l'inter-région FTF, a fait preuve pendant la clandestinité et les combats de libération d'un courage exemplaire. A été gravement blessée à l'abdomen le 23 août 1944 à Saint-Denis en assurant une liaison sous le feu de l'ennemi. A refusé de se laisser relever avant l'accomplissement de sa mission "

Pour des raisons professionnelles et familiales, elle a vécu pendant de très longues années outre-mer. C'est la raison pour laquelle elle n'avait pas encore pris le soin de

faire les démarches administratives nécessaires à la reconnaissance de ses services. Edifiant, non?

P.K. fut non seulement un résistant incontestable mais son activité et sa compétence le conduisirent à exercer de hautes responsabilités dans le combat clandestin.

En raison de son activité professionnelle très prenante et du fait qu'il était titulaire de la Croix de Guerre, il n'avait pas jusqu'à ces derniers temps demandé l'attribution du titre de CVR.

Alors qu'il était emprisonné à la Centrale de Clairvaux, il a dirigé l'organisation clandestine de Solidarité et de Résistance des détenus pour leur activité patriotique; il réussit à faire parvenir des rapports à l'extérieur de la prison puis fut transféré à la prison de Chalon-sur-Marne d'où il s'évada.

Il participa notamment ensuite à la tentative de libération des prisonniers détenus à la Santé sous la direction du colonel Fabien. Lors des combats de la libération, il prit possession avec Joe Nordmann, Marcel Willard et Solange Bouvier-Ajam du Ministère de la Justice, place Vendôme alors que les occupants se trouvaient encore installés dans l'immeuble contigu à l'hôtel Ritz. C'est alors qu'il fut membre du Cabinet de Marcel Willard, secrétaire provisoire à la Justice et chargé pendant l'insurrection parisienne de la liaison avec la presse nationale qui commençait à reparaitre.

Ces faits lui valurent la citation suivante signée en 1946 par le Ministre des Armées qui était alors Edmond Michelet, lui-même résistant et déporté:

" ... Résistant de la première heure, évadé de la Maison Centrale de Chalon-sur-Marne (octobre 1943) a participé à la direction de la Milice patriotique du Palais de Justice, dirigé l'organisation de solidarité de la Résistance, puis participé à l'occupation du Ministère de la Justice (du 19 au 25 août 1944) comme chargé de mission au cabinet "

L'UFAC: « TOUJOURS VIGILANTS »

Le Conseil d'Administration de l'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre et les représentants des Unions Départementales réunis à Paris le 30 janvier 1999, après avoir pris acte d'un certain nombre de mesures comprises dans la loi de finances pour 1999, ont publié un communiqué dans lequel on peut lire notamment:

L'UFAC se félicite plus particulièrement du rétablissement des crédits d'action sociale individuelle mis à la disposition des Services Départementaux de l'Office National des Anciens Combattants et de Victimes de Guerre et remercie les députés d'avoir ajouté 5 millions de francs supplémentaires, au titre de la réserve parlementaire, pour les veuves d'anciens combattants.

L'UFAC regrette cependant à nouveau que le Gouvernement n'ait pas mis à profit la réduction du budget des anciens combattants consécutive à la diminution du nombre des pensionnés pour régler les problèmes qui demeurent encore en suspens en matière de droit à réparation, en premier lieu celui du réalignement des pensions des plus grands invalides de guerre, alors que le monde combattant s'apprête à célébrer le 80e anniversaire de la loi fondamental du 31 mars 1919.

L'UFAC demande avec insistance que les 16 résolutions de sa 53e Assemblée Générale des 8 et 9 octobre 1998 soient prises en considération, d'autant plus rapidement qu'il y a urgence pour certaines d'entre elles compte tenu de l'avancement en âge des anciens combattants.

Conscient à la fois de l'ampleur du progrès réalisé dans le domaine des droits de l'homme, mais aussi de l'immensité des problèmes encore en suspens: non respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, persistance des régimes d'oppression antidémocratiques, non application généralisée tant du pacte sur les droits civils et politiques que du pacte sur les droits économiques et sociaux, l'extension de l'exclusion, du dénuement et de la misère dans le monde.

La FIR fait appel à ses associations nationales et à tous les anciens résistants, pour continuer, en conformité avec leurs idéaux impérissables, leur lutte contre toutes les formes de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme, d'intolérance et pour la défense, le respect et l'extension des droits de l'homme.

APRES LA CONdamnATION DES DIFFAMATEURS DE ROBERT VOLLET

Nous avons informé nos lecteurs (1) de la décision définitive en date du 29 avril 1998 de la Cour d'Appel de Limoges condamnant le responsable de la publication de la revue " La Bouillotte " diffusée dans le département de l'Indre au franc symbolique, aux dépens et au paiement de 15.000 F sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile et enfin à la publication de l'arrêt dans la revue en cause.

Nous avons eu la très grande satisfaction d'apprendre que les différentes dispositions de l'arrêt ont été effectivement exécutées. Ainsi justice a été rendue contre des diffamateurs de notre regretté camarade Robert Vollet qui fut le chef du groupe Indre-Est de l'AS MUR. Les responsables de la revue à travers sa personne et par des assertions calomnieuses avaient insulté la Résistance dans son ensemble. Justice est donc définitivement rendue dans cette affaire.

Que soient-ils remerciés tous ceux qui ont concouru à cette issue positive en premier lieu Maître Eric Lière qui, tout au long de la procédure, a montré sa compétence et sa persévérance ainsi que la compagne de celui qui fut, pendant de très longues années, co-secrétaire général de l'ANACR.

(1) Journal de la Résistance n° 1087 mai 1998

LA VIE DE L'ASSOCIATION

NIEVRE

Le Congrès départemental a eu lieu le 20 septembre 1998 à Vauzelles, dans la banlieue de Nevers, pendant qu'une magnifique exposition, "La Résistance dans la Nièvre 1940-1944", se tenait au Palais Ducal et rencontrait un éclatant succès. Plus de 800 entrées en quelques jours.

Après l'accueil par M. André Parinaud, maire, Conseiller général et membre des "Amis", le président Pierre Barbier, tout en constatant l'érosion inéluctable du nombre d'adhérents, montra un enthousiasme et une foi dans l'avenir qui sont ceux de la Résistance.

Le secrétaire, Roger Lapostolle, présenta le bilan des activités, cérémonies et commémorations, souvent organisées à l'initiative de l'ANACR. Nos participations aux Concours de la Résistance, au 27 mai à l'heureuse initiative du président Barbier avec "une journée départementale des maquis de la Nièvre" le 15 août. Il souligna aussi les dangers de l'idéologie perverse du FN. Délégué du Bureau national, Maurice Camuset précisa que l'ANACR condamne et combat tout acte, toute parole, tout écrit prônant le racisme, le nazisme, la xénophobie sans pour autant s'engager sur le terrain des partis politiques.

Une saine trésorerie fut unanimement approuvée, ainsi qu'une résolution rappelant nos engagements, et la réélection du comité départemental.

Le secrétaire des "Amis de la Résistance (ANACR)", Alain Nicolas, fit part de leur renforcement: les "Amis" sont en voie de doubler leurs effectifs, avec les débats que cela ouvre quant aux perspectives d'activité et d'organisation.

Les invités prirent tour à tour la parole. Le maire et conseiller général André Parinaud (membre des "Amis"), le président de l'UDAC, André Faule (membre de l'ANACR), le représentant du président du Conseil général et maire-adjoint de Nevers, M. Harris, également présent J.-C. Lebrun, conseiller régional.

Maurice Camuset, du Bureau national, prononça l'allocation de clôture très écoutée, créant l'enthousiasme tant sur les rappels historiques, que sur l'activité et sur la jeunesse d'esprit des Résistants et les valeurs que nous voulons transmettre.

SAONE-ET-LOIRE/LUXEMBOURG

Dans la deuxième quinzaine de septembre, une cinquantaine d'amis luxembourgeois, parmi lesquels d'anciens résistants, ayant combattu en Saône-et-Loire, ont effectué un séjour de quelques jours dans le département, sous la conduite de leur président Jules Stoffel. A Mâcon, ils ont été accueillis à la mairie par le maire-adjoint Jean-Jacques Guichard, entouré des responsables de l'ANACR : Marcel Vitte, René Chappet, Roger Bernigaud et André Bénas, puis au Musée du Combattant par le président Jean-Claude Bernardet.

En Saône-et-Loire, disséminés autour de l'axe Mâcon-Roanne, les maquisards luxembourgeois ont combattu l'arme à la main, refusant l'annexion de leur pays au grand Reich allemand et réfractaires à l'incorporation dans la Wehrmacht. Deux groupes se sont particulièrement distingués: celui du service de renseignements et d'action armée, placé sous la direction du lieutenant Albert Nobsbuch (alias "Mado"), appartenant au réseau Mithridate et au BCRA (Londres), et le groupe du lieutenant Marcel Reuter (alias "Babouin"), chargé du sabotage des installations d'armement au service de l'occupant. A son actif, notamment la destruction des postes de transformation électrique près de Montchanin (3 septembre 1943), exploit relaté par Radio-Londres.

Dans le même contexte et à des titres différents, il convient de citer Camille Faya, Marcel Stehres, Joseph Hayum, Pierre John (décédé en service commandé), Jacques John, Ferdinand Maurer, Michel Perrar, Roger Penning et Marcel Klein, répartis dans différents maquis régionaux, qui furent regroupés par la suite dans le bataillon du Charolais, affecté à la 1^{re} Armée française (division blindée).

Au Mont-des-Carges, près de Beaubery, une cérémonie en l'honneur des maquisards français et luxembourgeois eut lieu devant le monument du Bataillon du Charolais, en présence du Maire de Beaubery, du président de l'Amicale, du président de l'amicale du Bataillon et d'Anciens Combattants y appartenant. Après le dépôt d'une gerbe, suivi du "Chant des Partisans", une réception eut lieu à la salle des fêtes de Beaubery, en présence du Maire, M. Auclair, du Conseil municipal et de nombreux habitants du village.

TARN-ET-GARONNE

Le 3 août dernier, lors de la cérémonie commémorative de la libération des 3 cantons de Bourg-de-Visa, Lauzerte et Montagu-de-Quercy, M. Yves Lorvellec, préfet du Tarn-et-Garonne, à qui Gilbert Paltré, président départemental de l'ANACR du Tarn-et-Garonne, avait remis une médaille à l'effigie de Jean Moulin, prononça une allocution dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

"Pourquoi (...) cette épopée de la Résistance nous semble-t-elle si proche pourtant? Pourquoi nous touche-t-elle au sens propre comme au sens figuré du terme? Est-ce seulement parce que la mémoire familiale peut parfois l'enrichir encore d'anecdotes personnelles dont quelques acteurs nous sont connus?"

"Je ne pense pas que ce soit si simple. Si cette histoire nous semble si proche, à nous qui ne l'avons pas vécue, ne serait-ce pas plutôt parce qu'elle se présente (rétrospectivement en tout cas) avec toute la clarté d'un débat moral où chacun avait à choisir; je ne dirais même pas son camp, car cela va de soi, ou devrait aller de soi, mais sa conduite, c'est-à-dire son destin, comme dans la tragédie antique. Je pense, par exemple, à Antigone s'opposant à Créon."

"N'est-ce pas en ce sens que Sartre a pu écrire, en 1947 je crois, cette phrase mal comprise: "Nous n'avons jamais été aussi libres que sous l'Occupation", voulant indiquer par là, qu'en effet chacun se trouvait dans l'obligation de décider là où était son devoir."

"Qu'est-ce à dire? Que dans ces situations limites, chacun est seul avec sa conscience. Qu'il se détermine en fonction de l'idée qu'il a de lui-même et de sa dignité d'homme bien plus qu'en fonction d'un calcul stratégique sur l'issue de la guerre. D'ailleurs, que pouvait-on en savoir en juin 1940? Les gens dits "raisonnables" se sont résignés, et les opportunistes ont collaboré, ceux qui se sont ralliés au Général (un beau livre récent vient de nous le rappeler), au moins parmi les premiers, étaient considérés le plus souvent comme des exaltés (...)."

"Illustration exemplaire de cette obligation de choix moral individuel: les destins parallèles de Jean Moulin et Maurice Papon. Nous fêterons le centenaire de la naissance du premier l'an prochain; nous avons assisté à la fin du procès du second (...). L'institution à laquelle ils appartiennent, le corps préfectoral, force à la radicalisation des positions, car l'exécutif s'accommode mal de demi-loyautés."

"Un haut fonctionnaire peut-il servir Vichy sans y perdre son âme? Peut-on continuer à être le bras du gouvernement dans n'importe quelles circonstances? Le devoir d'obéissance peut-il avoir d'autres bornes que celles que nous avons décidé de lui fixer pour rester en accord avec le respect que nous nous devons à nous-mêmes."

"On sait quelle fut la réponse de Maurice Papon (...). On sait aussi quelle fut celle de Jean Moulin. Le jeune préfet de Chartres (il a 41 ans), dès le 7 juin (avant même l'appel du général de Gaulle), refuse de signer une déclaration accusant de crimes de guerre les troupes coloniales françaises engagées dans son secteur. Les choses iront ensuite très vite: révocation, ralliement au général de Gaulle à l'automne, unification des trois réseaux de résistance dans la zone sud (Combat, Libération, Franc-tireur), création du Comité National de la Résistance, arrestation et mort sous la torture à Lyon, en juin 1943. Il a 44 ans. Trois ans, très exactement, de juin à juin, séparent l'heure des choix de celle des comptes. M. Papon, lui, en a aujourd'hui 88. Lequel de ces deux hommes est le plus vivant? ..."

UNION DE LA JEUNESSE JUIVE

Une quarantaine d'anciens résistants de l'Union de la Jeunesse Juive (U.J.J.), adhérente à l'ANACR se sont retrouvés pour effectuer en septembre dernier un voyage sur les lieux de leurs combats dans l'agglomération lyonnaise. Trois journées exceptionnelles du souvenir pour les participants, pleines d'émotion et de joie.

Commencé par la Maison-mémorial d'Izieux, leur périple s'est poursuivi sur les lieux où les résistants sont tombés, fleurissant les plaques du Souvenir, avec la visite du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, et des réceptions par les maires - ou leurs représentants - à Villeurbanne, Lyon et Vénissieux.

Ce voyage, organisé par le groupe de travail de l'U.J.J. qu'anime Max Weinstein, a permis à ces "Anciens" de faire reconnaître, après bien des années, l'action conduite par l'Union de la Jeunesse Juive et ses groupes de combat.

HAUTE-LOIRE

Depuis une dizaine d'années, la statue de la Fayette, au Puy, porte au bas de son socle l'inscription suivante: "Dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943, 'La Fayette', voué à la fonte par les occupants hitlériens, fut enlevé et caché par les Résistants du Puy et des environs, qui le replacèrent sur son socle en 1945".

Le 19 décembre 1993, lors du cinquantenaire du "kidnapping" de la statue, Lucien Volle (qui commandait le groupe armé de protection de l'opération de la nuit du 22 au 23 décembre 1943) avait déclaré: "Cette cérémonie étant décennale, il est bien probable que celle-ci sera, pour nous, la dernière dont nous prendrons l'initiative. Nous pressentons cela lorsque, il y a cinq ans, j'avais demandé et obtenu que l'on apposât cette plaque que mes camarades survivants et moi-même avions dévolue en nous tenant fraternellement par la main. Mais nous avons confiance en tous nos amis de la Résistance, notamment en la jeunesse, pour faire en sorte que soit, après nous, perpétué le souvenir". Sur les 74 participants au rapt de "La Fayette" de 1943, cinq seulement sont encore en vie aujourd'hui. Ce sont: Maria Bernard, Maurice Chabrier, Gustave Chausse, Roger Exbrayat et Lucien Volle.

Cette audacieuse action du 19 décembre 1943 avait été peu après annoncée à la radio de Londres par un long et vibrant commentaire de Maurice Schumann, l'ancien porte-parole de la France Libre, décédé au début de 1998. Lequel, s'excusant de ne pouvoir être présent à la cérémonie de 1993 où fut publié le texte intégral de cette annonce, écrivait alors à Lucien Volle: "Je serais avec vous par la pensée, par le cœur et par la fidélité".

Si en décembre dernier, le 55e anniversaire de la mise en sûreté de "La Fayette" n'a donné lieu à aucune cérémonie particulière, le thème du concours scolaire de la Résistance et de la Déportation de cette année 1998-1999 proposé aux élèves, concernant les plaques et les stèles évoquant le souvenir des actions de la Résistance, est une opportunité: Les plaques qui, au bas du socle de la statue, et à Montagnac sur la ferme de la famille Bernard, rappellent le retentissant exploit du sauvetage de "La Fayette", ne manqueront pas d'inspirer les élèves. Comme les principaux faits marquants, que furent aussi, en cette même année 1943, les deux premières évactions de la prison du Puy et le sacrifice du Retournoisais René Garnier, premier résistant de la Haute-Loire fusillé par les nazis.

HAUTE-SAVOIE

Le 15 novembre 1998 au Mont-Saxonex, Louis Mouchet, président départemental de l'ANACR, remettait à M. le Maire, Jacques Martinelli, le diplôme de reconnaissance de l'ANACR, à la commune, pour l'aide apportée à la Résistance par toute la population.

Le 3 janvier 1944, un détachement de l'armée nazie investissait le village de Mont-Saxonex. Au cours de l'accrochage, Georges Caille, Robert Bourrier et Marie Delemontex tombèrent sous les balles nazies. Une vingtaine d'hommes furent capturés et deux maisons incendiées.

Devant la plaque rappelant le sacrifice de ces courageuses victimes s'étaient rassemblés les représentants de l'ANACR, M.M. les Maires du Mont-Saxonex, de Brizon et de Petit-Bornand; une gerbe fut déposée par trois rescapés de ce drame: Gothard Ambrosini, Joseph Maniglier et Roger Racloz.

Après la Marseillaise exécutée par "l'Echo du Lac", toute l'assistance se retrouvait à la salle des fêtes, où M. le Maire - après avoir remercié M.M. Louis Mouchet, Roland Boisier et M. Bourgeois, président de la section des AC du Mont-Saxonex - rappela le courage des résistants et de la population, et le devoir de mémoire quant aux souffrances qu'elle connut et au sens du combat de résistance.

Louis Mouchet, remettant le diplôme de reconnaissance, s'adressa à l'assistance: "C'est toute la population qui était résistante, qu'aurions-nous fait sans elle". Et Joseph Maniglier rappela l'histoire de la commune sous l'Occupation: le Mont-Saxonex, c'était le rendez-vous des maquisards, mais c'était aussi la population qui hébergeait, cachait et aidait, c'était aussi ces jeunes femmes qu'on appelait les "estafettes des maquis".

(D'après le "Trait d'Union de la Résistance Haute-Savoie", n° 138, janvier 1999).

VENDEE

L'assemblée générale de l'ANACR-Vendée s'est tenue à la salle municipale de l'Île-d'Olonne le samedi 31 octobre dernier.

Prirent place à la tribune le président Gilbert Gross, le maire Robert Richard, le général Raiffaud et le vice-président Jacques Meunier, tandis qu'au premier rang de l'assemblée se trouvaient les maires ou adjoints des communes du Pays des Olonnes, ainsi que le Dr Rambaud, président de l'UDAC de Vendée, et plusieurs présidents d'associations: UNC, FNACA, FNCV, Combattants de moins de 20 ans, A.C. Républicains, FAMMAC, ACUF, Médailles Militaires.

Après lecture de la liste des excusés par le vice-président, le président Gross, dans son allocution introductive, après avoir remercié chaleureusement R. Richard, maire de la commune, expliqua le sens des deux motions présentées à l'assemblée: la première concernant les liens avec la FNCV et les "moins de 20 ans", la seconde concernant le sort du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants et l'implantation départementale de l'ONAC. Il évoqua aussi les travaux du congrès national de Chambéry, où la Vendée était représentée par Pierre Gibergeres. Après avoir informé de la visite en Vendée de l'ANACR-Loiret, du 24 au 27 juin prochain, Gilbert Gross termina en lançant un appel aux "Amis" pour aider au devoir de mémoire, soulignant combien il trouve intéressant les actions dans les lycées et collèges où il a pu aller parler de la Résistance, et avec S. Braun, rescapé d'Auschwitz - de la déportation.

Puis le vice-président Jacques Meunier présenta le rapport moral et d'activités, et le rapport financier, qui furent tous deux votés à l'unanimité.

La première motion votée, elle aussi à l'unanimité, le président présenta ensuite la seconde, et donna la parole à Gérard Faugeron, adjoint de la ville des Sables représentant le député-maire. Celui-ci fit état d'une démarche du député Louis Guédon, et de la réponse écrite du Premier Ministre pouvant être considérée comme rassurante sur le maintien du Secrétariat d'Etat et de l'ONAC. Néanmoins, par précaution, le président fit voter - à l'unanimité - la motion, ne serait-ce que pour bien marquer la détermination de l'ANACR.

La parole fut alors donnée au Dr Rambaud, président de l'UDAC, qui apporta un certain nombre d'informations concernant la vie des anciens combattants dans le département. Puis le président d'honneur, le général Raiffaud, parla de "l'armée et la Nation", soulignant les problèmes que soulève l'abolition de la conscription, les budgets et lois de programmation militaire, et enfin la nécessité de garder des liens forts pour relier la société militaire et la société civile. Et pour terminer le maire de l'Île-d'Olonne, Robert Richard dit le plaisir qu'il a eu à accueillir le congrès dans sa ville et à suivre ses travaux.

Lors de la cérémonie patriotique au cimetière de l'Île d'Olonne, le maire, le général et le président déposèrent une gerbe au pied du monument aux Morts.

COTES-D'ARMOR

Le 3 août 1943, un jeune pilote de la Royal Air Force, J.F. Crewe, avait pour mission d'attaquer l'aérodrome de Guipavas. Malheureusement, son avion fut touché par l'ennemi et il dut se poser en catastrophe près du Drennec où il fut secouru par Robert Guyavarch. De longues années après, les deux hommes se souviennent.

Le 8 septembre dernier, dans la salle des mariages de la mairie et face à un public attentif, le pilote et le sauveteur ont évoqué ces moments inoubliables.

Il y eut d'abord l'accident: au retour de la mission rendue difficile par une contre-attaque de la Luftwaffe, le moteur du Spitfire explosa: c'est l'atterrissage forcé dans une prairie.

Un peu plus d'une demi-heure plus tard, J.F. Crewe, sérieusement blessé, vint apparaître son sauveteur qui avait parcouru près de 5 km pour le retrouver. Malgré tous les efforts entrepris pour le cacher, lui procurer des vêtements civils et de la nourriture, l'un des plus jeunes pilotes de la Royal Air Force est fait prisonnier par les Allemands. Suivront alors des interrogatoires et un long périple à travers l'Allemagne, dans les camps de prisonniers où la vie fut très dure. Enfin, en avril 1945, les troupes soviétiques le délivrent et il peut alors rejoindre son Angleterre natale. C'est à cette époque R. Guyavarch entreprend des recherches pour retrouver le pilote. En vain.

Il lui faudra attendre 1990 pour qu'une piste sérieuse le conduise à cet homme avec qui, depuis, il a noué de solides liens d'amitié.

AUBE

Résistants, Résistants et leurs " Amis " ANACR ont tenu leur assemblée annuelle le 31 janvier à Saint-Julien-les-Villas, en présence de son maire, M. Mielle, Conseiller général et membre des " Amis " (ANACR), Membre de la Présidence d'Honneur, le député M. R. Galley s'était excusé.

Après le président du comité, R. Nigond ouvrit la séance; H. Planson, co-président départemental, présente le rapport d'activité du comité pour 1998, duquel il ressort une présence toujours constante de l'ANACR dans tous les domaines et tout au cours de l'année, à toutes les cérémonies et commémorations, jury de concours, à l'UDAC, au CDHPP... Il insiste sur la représentativité de l'ANACR dans ses adhérents.

Bruno Collin, président des " Amis " (ANACR), rendit un hommage appuyé aux Résistants disparus au cours de l'année évoqua sa rencontre avec le colonel Guingoin, membre de la Présidence d'Honneur, les démarches pour changer le nom de Alexis Carrel, et réaffirma la détermination des " Amis " à développer leurs activités.

M. Ninoreille présenta un bilan financier très positif et 5000 F seront versés aux " Amis " pour aider à leur développement. Les effectifs ne diminuent que de 4 adhérents, et l'on compte 56 " Amis " pour 80 ANACR.

Le comité sortant fut renforcé et élargi. Les résolutions adoptées seront envoyées à l'UDAC, aux parlementaires, au président du Conseil général.

Maurice Camuset, membre du bureau national, rappela combien le monde fut mis en danger en 1940 et l'importance du rôle de la Résistance. Les valeurs reconquises, la victoire grâce à l'union redonnant sa place à la France. Le 27 mai sera de plus " Journée de conclusion " sur la citoyenneté dans les écoles. Les Résistants y participeront, dans le cadre du 100e anniversaire de la naissance de Jean Moulin.

Suite à de longues démarches, l'ANACR Aube a obtenu un local à Troyes où on se réunira. Il conclut sur les projets d'un musée et d'un document sur l'histoire de la Résistance auboise.

M. Mielle présenta en conclusion tout ce qui est fait dans sa commune pour le souvenir et la transmission de la mémoire et assura l'ANACR Aube de tout son soutien actif.

DRÔME

Le Congrès départemental de l'ANACR de la Drôme s'est tenu le 10 octobre 1998 à Taulignan. Près de 100 camarades ont participé avec conviction et honneur à ce congrès biennal, dans une commune du sud de la Drôme où le 12 juin 1944 furent fusillés, en nombre, des combattants de la Résistance qui se battaient pour éviter l'investissement de la localité par les nazis.

Après l'étude et le vote des rapports réglementaires, le renouvellement du comité départemental, la désignation des délégués de la Drôme au congrès national, le vote d'une résolution générale intitulée " le sens de la mémoire " le congrès reçut, avant le terme de ses travaux, les personnalités invitées, parmi lesquelles il faut noter le sous-préfet de Nyons qui représentait le préfet de la Drôme, excusé, le maire de Taulignan, conseiller général du canton de Grignan, le député de la circonscription, qui prirent la parole.

Un texte, le " Sens de la mémoire ", présenté par le président départemental Jean Buisson, et adopté par le congrès, réaffirme que " l'oubli ne doit pas s'installer dans la mémoire des Français. La réconciliation ne peut interdire le souvenir. On ne peut effacer l'ineffaçable (...) Nos livres combats hier contre le dévouement d'une idéologie haineuse, destructrice des valeurs humaines et contre la politique coupable d'une collaboration hérétique, nous dictent le devoir de dénoncer, avec le secours d'une mémoire fidèle, authentique, les résurgences, les falsifications outrageantes et l'écriture faussée de l'Histoire. Ni les abominations de l'Occupation, ni l'asservissement de la collaboration, ne peuvent être occultés ".

Un devoir qu'entendent partager et relayer les " Amis de la Résistance (ANACR) " de la Drôme, un des plus importants et plus actifs groupes " d'Amis " de France, dont la présidente, Mireille Monier, rappela l'historique et les initiatives, la plus récente étant l'organisation de conférences-débats avec Henri Rol-Tanguy et Robert Chamberlain.

Invités et congressistes, derrière les drapeaux, formèrent, à l'issue du congrès, un cortège qui se rendit, pour hommage et dépôt de gerbes, devant la stèle à la Résistance et le monument aux Morts. Ce congrès fut enfin reçu en mairie pour un vin d'honneur.

CORREZE

L'assemblée générale du Comité de Larche de l'ANACR s'est tenue avec la participation d'Elie Dupuy, représentant le Comité Départemental.

Après les vœux du président Paul Guytard (à ce poste depuis 17 ans) à une quarantaine d'adhérents, une minute de silence fut observée en mémoire de quatre amis disparus en 1998, parmi lesquels le porte-drapeau Jeannot Vaurie qui, rappela le président Guytard, avait été condamné (sur dénonciation) à 6 mois de prison pour avoir tenu des propos " anti-collabo ". Puis eut lieu la lecture des bilans et activités, la distribution des cartes et le renouvellement du bureau qui fut reconduit.

Après qu'Elie Dupuy ait donné ses impressions sur la réussite du congrès de Chambéry, rappela les valeurs de la Résistance, et retraça une anecdote du patriotisme larchois, l'assemblée se termina à 11 h 30 dans la convivialité.

(D'après les informations communiquées par Jacques Trianneau).

● NOS DEUILS ●

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roger PRIOU-VALJEAN (Paris)

Président d'Honneur de l'Amicale des Anciens Résistants de la Sécurité Sociale, avec Maurice Kriegel-Valrimont et Pierre Pradères, Roger Priou-Valjean (valjean étant son pseudonyme de Résistance) vient de disparaître à l'âge de 86 ans. Il fut co-fondateur de Libé-Nord, liquidateur de Libé-Nord, ancien responsable régional du réseau " Brutus-FFC ", ancien responsable national du Mouvement " Police et Patrie ". Directeur général adjoint de la CPAMRP (Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Région Parisienne), il fut à l'origine des ordonnances d'octobre 1945, créant la Sécurité Sociale, notamment sur les accidents du travail. Membre du Comité d'Honneur National, il était Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire, médaillé de la Résistance avec rosette, Croix de Guerre avec étoile et palme.

Marcel PEYRAT (Indre)

Pionnier de la Résistance en RS, il réorganisa dès sa démobilisation le PCF dans l'Indre et la Creuse. Responsable interdépartemental du PCF pour l'Indre, la Creuse et la Dordogne, il fut, avec R. Gillet et R. Despains organisateur des FTP. Arrêté en 1944, il fut emprisonné à Limoges jusqu'à la Libération. Il fut député de l'Indre de 1945 à 1951.

Edmond CASTERA, Roger AURIGNAC (Gers)

Disparu à l'âge de 91 ans, Edmond Castera, militant communiste depuis le début des années trente, engagé dans la Résistance, fut du maquis de Castelnaud-sur-Auvignon. Il fut député à l'Assemblée Constituante le 21 octobre 1945 et réélu jusqu'en 1958. Jusqu'à ses derniers jours, il répondit à l'invitation des lycéens pour leur transmettre l'histoire et les valeurs de la Résistance.

Roger Aurignac, décédé à 76 ans, maquisard, participa à diverses réceptions de parachutistes et prit par la suite part au nettoyage des poches de l'Atlantique.

Siméon SARDA (Ariège)

L'ANACR de l'Ariège déplore la disparition de Siméon Sarda âgé de 74 ans. Ancien maquisard de la 3101e Cie des FTF de l'Ariège, il avait été l'un des initiateurs de la formation du groupe de sabotage qui opérait dans la région de Pamiers dans les années 1943-1944. Après la libération de l'Ariège, il fut nommé chef de section FFI avec le grade de sous-lieutenant.

Antoine NAUD, Lucien LIPRON, Henri LOSTE, Attilio FRANCHINI (Gard)

L'ANACR du Gard a été affectée par le décès de ces quatre anciens résistants du maquis Cévenol. Attilio Franchini était Chevalier de la Légion d'Honneur. Ancien de la 2e DB, Henri Loste consacrait ses efforts à aider à la constitution d'un groupe " d'Amis de la Résistance " à Nîmes.

Louis JONQUIERES (Vaucluse)

Après avoir participé à plusieurs opérations, Louis Jonquieres s'était enrôlé dans un groupe franc, qui notamment attaqua un convoi ennemi entre Moux et Carpentras. Après des combats en août 1944 dans le Nioncais, il avait rejoint un régiment de montagne stationné à Grenoble. En octobre 1944, il fut engagé contre les Allemands sur le front de la Maurienne, où il se distinguait.

Jean-Marie INBONA (Paris)

Membre du réseau " Cœur de la Libération " (CDLL) à partir de 1943, Jean-Marie Inbona, disparu à l'âge de 90 ans, avait été arrêté par la Gestapo le 18 mai 1944, puis emprisonné à la prison du Cherche-Midi avant d'être déporté à Buchenwald, faisant partie du dernier convoi à entrer dans le camp, le 20 août 1944. Sa qualité de médecin lui permit d'intégrer l'infirmerie d'où il en est exclu en mars 1945, soupçonné de tenter de soustraire des déportés français aux travaux les plus durs; il y sera lui-même astreint jusqu'à la libération du camp le 11 avril. Refusant alors de rentrer immédiatement en France, et préférant s'occuper des déportés malades évacués vers un hôtel de la ville d'Eisenach transformé en hôpital de fortune, il a la charge de 200 patients en avril, avant de revenir en France le 8 mai 1945. En 1946 et 1947, il est l'un des rares Français à assister au procès des médecins Nazis à Nuremberg, en tant que représentant d'une association de médecins déportés français. Il avait été décoré de la Légion d'Honneur en 1953.

Thérèse THORON (Somme)

Thérèse Thoron a disparu début janvier. Grande résistante, elle avait été déportée à Ravensbrück et Bergen-Belsen. Elle était Officier de la Légion d'Honneur.

AVEYRON

Le congrès de l'ANACR de l'Aveyron s'est tenu le 19 septembre 1998 à Firmy, en présence de son maire, des représentants d'associations du monde combattant. Après avoir rendu hommage au général Laurent Rouberlier, récemment disparu, près de 150 congressistes, dont une quinzaine " d'Amis ", adoptèrent deux motions évoquant la défense des droits, matériels et moraux des Résistants, la nécessaire transmission de la mémoire, leur dégoût du FN-lépeniste ainsi que leur volonté de voir maintenue la spécificité du Secrétariat d'Etat aux ACVG, c'est-à-dire du droit à réparation. Henri Moizet rapporta sur les " Amis ", Raoul Vignettes, au nom du Bureau national rappela les orientations de l'ANACR, et insista sur la nécessaire union des Résistants dans la poursuite de leur combat.

La Direction départementale comprend notamment le président Sylvain Diet, les vice-présidents: Jean Thouvenin, Henri Moizet (associé), Roger Roux, Marie-Paule Gilhodes, et la secrétaire départementale: Laurette Latour.

RHÔNE

Le comité Marcel-Bertone (Croix-Rousse) de Lyon a participé au Forum des associations du 4^e arrondissement le 26 septembre 1998 à la salle " La Ficelle ". Le but étant de faire connaître aux associations présentes et à la population, la raison et l'activité de chacune d'elles.

Le comité a exposé nos journaux: " Le Résistant du Rhône ", le " Journal de la Résistance ", les publicités pour les musées - C.H.R.D. et Vénissieux - qui ont été données à ceux et à celles qui se sont arrêtés au stand. Etaient exposés également le livre de Marcel Chadebech, ex-commandant Carron" des maquis de l'Azergues.

Le portrait de Marcel Bertone - héros de la Résistance - attirant l'attention a permis de discuter avec les personnes intéressées à la Résistance, d'évoquer les raisons de poursuivre notre travail de mémoire. Par la diffusion de cette carte bien des gens ont pris connaissance du comité. Une adhésion aux " Amis de la Résistance (ANACR) " a été faite.

Jean MANGIN (Rhône)

Né à Dornes (Nièvre) le 3 mai 1927, Jean Mangin s'était engagé dans un maquis FTF le 2 novembre 1943. A 16 ans, sous le pseudonyme de " Lefort ", il accomplit, seul ou parmi des groupes, une série impressionnante de sabotages dans la région de Moulins. De janvier à mai 1944, il assure des liaisons pour le P.C. du Secteur ainsi que des transports d'armes et d'explosifs " dans des conditions particulièrement dangereuses ". Puis il participa à des opérations de guérilla aux abords de Moulins, les 15, 18 et 24 août 1944, ainsi qu'à la libération de Moulins et de Saint-Pierre-Le-Moutiers, du 28 août au 8 septembre 1944. Quand il s'engagea pour la durée de la guerre, il n'avait pas encore 18 ans.

Membre du bureau de l'ANACR de Givors, Jean Mangin avait suivi de près la création et la mise en route de l'Association locale des " Amis de la Résistance (ANACR) ". Il s'était impliqué très efficacement de l'amenagement du " Musée de la Résistance " à Givors. Le comité ANACR de Givors a été affecté cette année par la disparition de Daniel MICHALET (retraité à Sainte-Uze, Drôme), de Jean MOUSSY, combattant des Groupes Francs A.S. et de Jean SANTA.

Pierre-Emile MARQUET (Isère)

Président-délégué du Comité de Morestel de 1970 à 1997, président d'honneur depuis novembre 1997, Pierre-Emile Marquet, décédé à l'âge de 82 ans, fut un résistant " sédentaire ", chargé de surveillance, d'information, des maquis, ravitaillement de ceux-ci, des transports, notamment des blessés lors des combats de la libération. Il participa notamment à l'acheminement de jeunes réfractaires au STO.

L'ANACR de l'Isère a aussi été endeuillée par la disparition de Marcel MICHEL (" Bol ", François Delmont), ancien commissaire aux effectifs du bataillon FTF de Chartrouise, et qui participa à la libération de Grenoble avant d'être incorporé à l'Armée De Latrre de Tassigny, ainsi que par celle de Gabriel GAUDIN, qui connut l'arrestation à Lyon et s'engagea totalement dans le combat de Résistance (tracts, caches d'armes, Col du Blanchet et Vallée du Rhône).

Jean ESTEVE (Alpes-de-Haute-Provence)

Engagé dans la Résistance en tant qu'étudiant en lettres à Aix-en-Provence, puis à Lyon, où, après avoir passé le CAPES, Jean Estève rejoignit le MUR (Mouvement Unifié de la Résistance) pour travailler à temps plein dans le réseau " Périlica " dont l'objectif était la formation de cadres pour renforcer les maquis qui tendaient à se multiplier suite à l'instauration du STO. Chargé d'organiser un maquis-école dans les Basses-Alpes, près de Barrême, il fut ensuite appelé par la direction de " Périlica " à assurer la coordination des maquis du Sud de la France avec le quartier général parisien. Arrêté par la Milice lors d'une mission à Paris, en avril 1944, il fut torturé pendant onze jours, puis remis aux autorités nazies, interné à Compiègne, déporté à Dachau dans un des derniers trains de la mort, emmené en travail forcé à Neckargersheim, transféré au Struthof, puis de nouveau à Dachau. Ayant survécu aux mauvais traitements et au typhus, il participa, lors de la libération du camp, à l'organisation de l'évacuation des prisonniers français et espagnols. Il était Officier de la Légion d'Honneur.

Victor LAFITTE (Roumie)

Né en 1910 en Roumie, Lazare Katz, venu en France faire ses études de médecine, y rejoignit le mouvement antifasciste et, sous le nom de Victor Lafitte, devint secrétaire du Comité Mondial des Etudiants contre la Guerre et le Fascisme. Devenu résistant dès le début de l'Occupation, il dirigea le secteur médical des FTF, participa à la rédaction du " Médecin français ", organe du Front National des Médecins, et fut l'un des organisateurs des services de santé de la Résistance. Après la Libération, il fut responsable du service psychiatrique de la polyclinique des " Bleus " à Paris, membre du bureau du Syndicat national des médecins français... Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945 et titulaire de la carte CVR.

Michel BANCILHON (Ardèche)

Michel Bancillon, ex-commandant Bernard " de l'Armée Secrète, membre du Comité d'honneur départemental, vice-président du Musée départemental de la Résistance, est décédé à l'âge de 81 ans, à Aubenas. L'ANACR de l'Ardèche a également eu à déplorer en décembre les décès de Raymond ALLIER, trésorier du comité de Les Vans et de Gaston MÉJEAN, vice-président du comité de Vallon-Pont d'Arc, engagés dans les FFI respectivement à l'âge de 16 et de 17 ans ainsi qu'en janvier celui de Suzanne RULLIÈRE, d'Annonay, ancienne de la 7101^e Cie FTF, membre du C.D. de l'Ardèche.

François CABROLIE (Aveyron)

Né en 1922, François Cabrolie part pour l'Allemagne dans le cadre du STO en mars 1943. Evadé du convoi, il se cache dans sa région d'origine, et adhère au mouvement " Combat ". A partir de mai 1944, membre d'une équipe de mineurs-saboteurs, il participe à plusieurs actions sous le commandement de M. Godeux alias " capitaine Pierre ", ingénieur des Ponts-et-Chaussées, dans le secteur Espalion-Laguiole. Son action et sa maîtrise sont louées par ses chefs. Il fait preuve, dit un rapport (FFI) d'une activité jamais démontée et d'un dévouement infatigable, présent de jour de nuit (...).

Maurice BLANC (Allier)

Après avoir dès 1940 confectionné des tracts anti-gouvernementaux, il fut ultérieurement déserteur du STO, rejoignant ensuite le réseau M6 des MUR du groupe " Duruisseau ", à Saincoins. Ce groupe démantelé par la Gestapo - il y eut de nombreuses arrestations, puis 11 fusillés - il réussit cependant à s'échapper. Après s'être caché quelque temps à Theneuille, il reprit contact avec son réseau. Devenu agent de liaison auprès de l'état-major FFI de l'Allier, il participa à la libération de son secteur jusqu'à la reddition des 18.000 hommes de la colonne Elster. Engagé pour la durée de la guerre, il fit l'Ecole des Cadres FFI de Châtel-Guyon, sorti lieutenant, et rejoignit la 1ère Armée, participant aux combats jusqu'à la fin des hostilités. Il était membre de la commission d'attribution des croix CVR.

Yves VOURCH (Finistère)

Ancien du commando Kieffer, Yves Vourch était le quatrième fils du docteur Vourch, lui-même des réseaux de la France Libre durant l'Occupation. Entré en Résistance à 15 ans, il transmet des messages à Londres depuis sa chambre d'étudiant de Kerfeunteun. A plusieurs reprises, il convoie les aviateurs alliés, regroupés dans la cache de la chapelle Sainte-Marie du Ménez-Hom, vers les ports de Camaret, Douarnenez, Audierne et d'ailleurs. Une activité sans relâche avant son départ sur le " Breiz-Izel " qui emmènera 12 aviateurs et 19 volontaires dont Jos Le Bris de Plomodiern. Yves Vourch c'est aussi le commando des campagnes de Normandie et de Hollande dans les rangs des bérêts verts. Ses trois frères, Paul, Guy (lieutenant au commando Kieffer) et Jean, tués lors de la percée de la 2e DB vers Paris, avaient déjà rejoint les FFI avant lui. Yves Vourch était médaillé de la Résistance, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39-45, Medal of Freedom USA.

Joanny PELOSSE, Germaine BERNACHON (Saône-et-Loire)

Mobilisé en 1939, n'acceptant pas la défaite de 1940, Joanny Pelosse créa dans sa commune de Thoissey un noyau de résistance à l'occupant, intégré au réseau C8 de Châtillon-sur-Chalaronne. Cette activité clandestine dans la commune devenant trop dangereuse, il rejoignit avec son groupe sédentaire la maquis Sibérie Vauxrenard, avec lequel il était en collaboration étroite. Sous le pseudonyme de " capitaine Maguy ", il commanda la 1ère Cie du 4e bataillon du 1er régiment du Rhône qui participa à de nombreuses actions et à la libération de Lyon. Il était Croix du Combattant, titulaire de la médaille CVR et de la Croix de Guerre avec étoile de bronze.

Avec son mari Auguste, Germaine Bernachon tenait pendant la guerre un petit café et une boulangerie à Pont-de-Vaux. Dès la création des premiers maquis en 1943, ils sont entrés en résistance, livrant du pain à ces maquis, notamment à celui de Cruzille, P.C. de Claude Rochat, alias " commandant Guillaume ". L'ANACR de Saône-et-Loire a été émue aussi par la disparition d'Edmond MARC, qui rejoignit le régiment Valmy, de Gilbert AUMAITRE, ancien des maquis de Saint-Bonnet-de-Joux et Saint-Julien de Civry, d'André DEQUEURCE, ancien du 4^e bat. FTF du 1^{er} régiment du Rhône, de Paul PLATRET, ancien FFI, de Noël RAVINET.

Madeleine SERGEANT (Pas-de-Calais)

Trente jeune, à l'âge de 18 ans, Madeleine Sergeant - décédée à 76 ans - prit contact avec la Résistance. Devenant agent de liaison sur le plan local, puis régional et interrégional sous le pseudonyme de " Renée ", elle sillonna les routes sur son vélo, y compris jusqu'au maquis des Ardennes. En 1950, Madeleine Sergeant est nommée Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur. L'ANACR du Pas-de-Calais déplore aussi la disparition d'Auguste LEFFEBRE, ancien mineur, qui fut résistant FTF. Il était CVR, Croix du Combattant 39-45 et Croix de Guerre.

LES DATES PREVUES POUR LE DEBARQUEMENT DE NORMANDIE

Il y a deux ans, Paul-Marie de la Gorce publia chez Flammarion un ouvrage intitulé: "39-45, une guerre inconnue". Titre "accrocheur", mais livre qui révèle, ou tout au moins éclaire, un certain nombre de données historiques importantes. Il en est ainsi de la date à laquelle eut lieu le débarquement allié en Normandie, longtemps espéré mais longtemps attendu.

Il est donc révélé que la perspective d'un tel débarquement fut évoquée dès la conférence dite "Arcadia", tenue à Washington du 22 décembre 1941 au 14 janvier 1942. Confirmant, malgré l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, la décision prise par Churchill et Roosevelt, 10 mois avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, selon laquelle le théâtre d'opérations essentiel devait être et restait l'Europe occidentale, les généraux Eisenhower et Marshall, priés de procéder à des travaux préparatoires, pensaient que le déclenchement d'opérations à l'ouest de l'Europe ne pourrait intervenir avant le printemps de 1943, mais prévoyaient une opération limitée, en septembre 1942, n'ayant pour but que d'établir une tête de pont en France. Son nom serait "ledgehammer", c'est-à-dire marteau de forgeron. Mais, quelle était la situation susceptible d'en décider le lancement? Elle se justifierait "si la situation sur le front russe devenait désespérée, c'est-à-dire si les armées allemandes remportaient un succès total qui menacerait de provoquer l'effondrement imminent de la résistance russe, à moins qu'une attaque lancée à l'Ouest... ne vienne diminuer la pression exercée sur l'Armée rouge". Le lieu proposé était le Cotentin. Dans le même temps, approuvant la date de 1943 pour un débarquement d'envergure, les dirigeants alliés envisageaient également une opération sur l'Afrique du Nord, sous le nom de "Gymnast". Le lieu envisagé par Eisenhower pour la grande offensive de 1943 se situait entre Le Havre et Calais. (Etonnons-nous au passage qu'il semble avoir été négligé de considérer l'existence,

du Havre à la Somme, de falaises verticales de 60 à 120 mètres de hauteur). L'opération "Gymnast" aurait lieu en mars 1942, "Sledgehammer" en septembre de la même année et "Round Up", qui devint "Overlord", au printemps de 1943.

UN "SECOND FRONT"

On sait que le front de l'Est ne s'effondra pas, mais les Soviétiques souhaitaient que les alliés occidentaux fassent davantage que de fixer deux ou trois divisions allemandes en Libye. Molotov, ministre des Affaires étrangères, demanda si les alliés occidentaux "étaient capables de débarquer en France, d'y retenir 40 divisions et de contribuer ainsi à une double défaite allemande, à l'Ouest et à l'Est". Il reçut l'assurance qu'un second front serait créé en Europe en 1942, ce qui impliquait l'abandon de "Sledgehammer". Cependant, la guerre sous-marine se développait, et la concentration en Angleterre de forces alliées suffisantes s'avérait, notamment pour cette raison, plus que difficile; en fait impossible. C'est le jour où Rommel entra en Egypte, le 21 juin 1942, que la décision fut prise de procéder à l'opération "Torch" ex-"Gymnast", c'est-à-dire le débarquement en Afrique du Nord. On sait qu'il eut lieu le 8 novembre 1942 et à quelles difficultés se heurtèrent les Alliés, comprenant dorénavant, dans les conditions que l'on sait, l'Armée française d'Afrique, ses formations de Tunisie puis la "Colonne Leclerc". Dans l'intervalle était intervenue, le 19 août, l'opération menée à Dieppe et qui ne fut, dans des conditions d'ailleurs fort critiques, qu'une "reconnaissance en force". Churchill se rendit à Moscou en cet été de 1942, tellement critique à nouveau pour les armées soviétiques. Staline convint des avantages de l'opération "Torch", mais il obtint que Churchill confirme l'engagement d'un débarquement sur le continent en 1943. Roosevelt approuva, mais le chef d'état-major impérial Alan Brooke s'appuya sur la situation

en Afrique du Nord, laquelle ne fut entièrement libérée que le 7 mai 1943, pour faire valoir l'idée de repousser en 1944 un débarquement en Europe; surtout qu'était intervenue l'immense victoire de Stalingrad. Le gouvernement soviétique prit évidemment fort mal cette information, la défensive allemande à l'Est s'appuyant sur des troupes qui n'étaient pas requises sur les plages françaises. L'invasion de la Sicile, le 9 juillet, ne constituait pas véritablement un "second front", même si l'irruption anglo-américano-française sur le sol italien provoqua la chute de Mussolini et le "retournement" de l'Italie, membre important de l'Axe, qu'elle quitta. Les hésitations alliées sur la conduite à suivre ralentirent évidemment la campagne d'Italie, au cours de laquelle l'Armée française - notamment ses tirailleurs marocains - combattit avec un héroïsme qui ne saurait être oublié.

LA PREPARATION D'OVERLORD

C'est seulement en novembre 1943 que la conférence de Téhéran discuta minutieusement de la préparation d'"Overlord", les positions du général Marshall et du Président Roosevelt étant plus fermes que celles du Maréchal Alan Brooke, qui faisait valoir les risques. Churchill approuva "Overlord". Le principe d'un débarquement allié dans le sud de la France fut lui aussi adopté; ce devait être l'opération "Anvil". "Overlord" devait avoir lieu "au plus tôt" le 1^{er} mai 1944. Les armées soviétiques arrivaient sur les anciennes frontières de leur pays. Alors que partout, même en France, le débarquement était attendu avec une impatience croissante que les résistants ne cachaient absolument pas, la date du 5 juin fut retenue. Malheureusement, la tempête ne permit pas d'engager les barges de débarquement au bénéfice des marées très basses. C'est le lendemain que le capitaine météorologiste Stagg annonça que la situation

allait s'améliorer, et qu'en conséquence l'opération fut lancée.

Bien des choses de cette évolution sont connues, mais probablement peu le premier motif qui amena Eisenhower et Marshall à envisager deux opérations à l'Ouest du continent, tête de pont puis débarquement, pour pallier une situation soviétique aggravée.

Paul-Marie de la Gorce cite les pertes subies par les Allemands lorsqu'en septembre 1940 ils renoncèrent au débarquement en Angleterre, qu'ils avaient fébrilement préparé tout l'été: 21 transports de troupe, 214 péniches, 1733 avions. C'était l'échec, mais il fut suivi du retournement, incontestablement prévu depuis longtemps, contre l'Union Soviétique. L'auteur nous permettra d'ajouter une anecdote. Pendant l'été 1940, alors que la population française ne savait guère ce qu'était une répression menée par les hitlériens, l'opinion d'une partie considérable de la Haute-Normandie se réjouissait ouvertement, jour par jour, des pertes constatées par les riverains de la Basse-Seine, un nombre important de soldats allemands coulant avec leurs barges, en dehors même d'intervention de l'aviation britannique, lors d'exercices d'embarquement. On se réjouissait publiquement de bruits fantaisistes, sur le moment pris au sérieux; par exemple le fait que la flotte allemande de débarquement avait été mise en échec par des nappes de pétrole déversées en mer et enflammées par les Anglais. Fin août ou début septembre, le bruit courut même que...les Anglais venaient de débarquer des troupes dans le Pas-de-Calais! La nouvelle était folle, le manque de réflexion semble à distance avoir été radicalement invraisemblable, mais ne peut-on voir dans ces réactions qui, encore une fois, s'exprimèrent jusqu'à la fin de l'été quasiment sans retenue, l'expression d'une profonde hostilité à l'occupation allemande?

● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ● LIVRES ●

IMMIGRES RESISTANTS EN CREUSE

Par Marc Parrothin

Le Président départemental de l'A.N.A.C.R. de la Creuse, Marc Parrothin, est devenu un historiographe excellent de la Résistance en Creuse. Ayant brossé un tableau général de cette résistance dans un volume aujourd'hui épuisé, ayant été l'initiateur d'un monument qui, à Guéret, rappelle dans un cercle de pierres individuelles les noms de tous les F.F.I. tombés au combat, ayant publié un ouvrage nécessaire et remarqué sur les femmes de la Résistance en Creuse, il a, en 1998, poursuivi son oeuvre avec une publication d'un très

grand intérêt: "Immigrés dans la Résistance en Creuse". Le volume s'attache manifestement à ne pas oublier une seule des nationalités de réfugiés ou de longuement implantés en Creuse qui, dans ce département de population réduite, ont brillamment témoigné de la participation de combattants venus d'autres lieux mêler leur courage à celui des résistants français. Nous retrouvons toujours-là le souci de précision de Marc Parrothin. Aux immigrés économiques italiens (parmi lesquels la famille Landini), aux républicains espagnols nombreux dans cette région, il mentionne que s'ajoutèrent de jeunes Juifs ayant fui les pogroms de l'Europe centrale et orientale, des Luxembourgeois, Belges, Autrichiens, un Grec, et même des Américains, l'un d'eux de mère française, les autres membres du S.O.E.

Nous noterons non sans émotion l'évocation du commandant Martin-Belmont, d'origine antillaise, qui fut membre du Bureau de notre Association et mourut hélas très prématurément quelques années après la Libération.

Les nombreuses illustrations de l'ouvrage ajoutent à son intérêt, et plusieurs d'entre elles témoignent que chaque année les comités de l'A.N.A.C.R. ont à cœur de rappeler le souvenir de ces résistants immigrés.

(Editions Verso 120F)

AVANT D'ETRE CHAMPION, BERNARD GAUTHIER...

par Jean-Paul Olivier

Nos plus anciens lecteurs se rappellent probablement l'époque où notre journal publia une interview du grand champion cycliste Louison Bobet, le capitaine F.F.I. Bobet, qui continua le combat jusqu'au dernier jour sur les Poches de l'Atlantique.

Quelques allusions avaient été faites devant nous sur un autre champion, spécialiste de Bordeaux-Paris, Bernard Gauthier. Voici que le "Dauphiné-Libéré" annonce la publication d'un livre consacré à ce cycliste qui fut célèbre, par Jean-Paul Olivier. On sait que Grenoble, ardent foyer de Résistance, ne s'accrochait vraiment pas de l'occupation nazie. Lors de la première et célèbre grande manifestation

patriotique organisée, des véhicules légers allemands débouchèrent des rues adjacentes au rassemblement et "embarquèrent" un certain nombre de manifestants, parmi lesquels Bernard Gauthier. Direction Compiègne. De Compiègne, entassés dans un train à destination de l'Allemagne. Au petit jour, juste avant de passer la frontière, Bernard Gauthier et deux de ses camarades réussirent à sauter du train et à rentrer à Grenoble, échappant ainsi à Dachau.

Ne mérite-il pas d'être applaudi autrement que lorsqu'il passa en vainqueur la ligne d'arrivée d'une course?

LA NUIT TRAVERSEE

Par Geneviève de Gaulle

Il a fallu un demi-siècle pour que Geneviève de Gaulle se décide à écrire ses souvenirs de Résistance et de Déportation. En 1940, Geneviève de Gaulle, guide du scoutisme catholique, apprend que son oncle Charles appelle à la Résistance. Elle y était déjà décidée. Combattant avec des maquisards de toutes autres familles de pensée, elle "tombe" et devient en février 1944, à Ravensbrück, le numéro 27372. Elle connaîtra le "Bunker", la totale privation de nourriture pendant des jours, dans une obscurité totale. Elle saura les massacres de femmes, les expériences "chirurgicales" d'un certain docteur Gebhardt.

Récit simple, cru, sans littérature, mais avec une sensibilité qui bouleverse et qui explique ses engagements présents, non évoqués dans le livre, mais que chacun connaît et devant lesquels il s'incline.

(La traversée de la nuit - Le Seuil 39 F)

CES PORTES RESTERONT FERMÉES

Par Roger François

Il s'agit d'un petit livre dont le titre entier est: "Ces portes resteront fermées la nuit car il n'y aura pas de jour...". Ce qui frappe, dès la première vue, c'est l'extrême soin de la réalisation: papier, impression, maquette. Très beau travail des éditions Graphin. L'auteur? Roger François.

çois, déporté à Dachau à 19 ans. Dédicataire? Le regretté Charles Joineau qui apporta tellement à la mémoire et aux luttes actuelles de nos camarades déportés.

Le contenu? Une évocation brève et sobre du camp, des souffrances infligées aux prisonniers, mais aussi des rêves qui entretiennent l'espoir et, chez Roger François, élèvent la réflexion au niveau de la poésie. Exemple: "Par l'ouverture, au-delà des fossés et de la clôture de barbelés qui ceinturaient la Cité, où l'espace est libéré, il fixait de son regard la trace d'un hiver qui ne cédait au printemps qu'avec colère... Proche, dans un arbre, un oiseau faisait fête à la douce tranquillité de l'heure". Citons encore: "L'enfant était arrivé à cette profondeur où l'âme passe à travers le corps, ainsi que l'eau à travers le filet que le pêcheur remonte".

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

REDACTION - ADMINISTRATION 79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS Tél.: 16 (1) 44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS

ABONNEMENTS France..... 45,00 F Etranger..... 55,00 F Abonnement de soutien..... 70,00 F Le numéro..... 6,00 F

CHANGEMENTS D'ADRESSE Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD Le gérant: Jean FREIRE Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 1 155 D 73

Imprimerie Multi Inco Photo 3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris Tél.: (1) 40.03.96.60

RÉÉDITIONS

Nous avons signalé en août 1997 la publication des:

MÉMOIRES DE RÉVOLTES ET D'ESPERANCE

de Bernard Cognet ancien du réseau Turma-Vengeance, déporté à Mauthausen. Il nous est signalé que le livre vient d'être réédité, toujours évidemment sous une préface de Pierre Sudreau, et est disponible à l'Amicale de Mauthausen (01.43.26.54.51).

✱

LA RÉSISTANCE EN VAL-D'OISE

de Martial Larocque Vice-président national de l'ANACR préface du colonel Rol-Tanguy Réédition augmentée de documents photographiques.

(en vente au Comité ANACR du Val-d'Oise, Espace Nelson-Mandela, 95100 Argenteuil - 100F)